



Rennes, le 8 octobre 2026

Communiqué de presse

Sécheresse : les paysan·nes engagé·es dans la transition agroécologique méritent mieux

Face à l'ampleur de la sécheresse en Bretagne, FRAB, Confédération Paysanne, CIVAM et Eau et Rivières de Bretagne demandent à l'État d'en faire plus et mieux pour soutenir les fermes engagées dans la transition agroécologique.

Les maraîcher·ères et les arboriculteur·trices ont perdu beaucoup de production dans l'été et dans les semis des cultures d'hiver. Les éleveurs et éleveuses de bovins, ovins et caprins sont confrontés à des baisses de production et des manques de fourrages pour nourrir les troupeaux dans les mois qui viennent. Notre responsabilité collective est d'accompagner ces fermes pour limiter les arrêts d'activité qui se profilent.

Cependant, les systèmes économes en intrants et bio apportent de la souveraineté à la France, des produits de qualité et respectueux de notre environnement et pourtant ils sont moins soutenus. Les récents choix politiques sont favorables aux productions intensives et aux grandes fermes.

Les éleveurs et éleveuses, les maraîche·ères et arboriculteur·trices vont tout faire pour nourrir leur troupeau et relancer les cycles de productions. L'État se doit d'être à leur côté.

Nous affirmons que l'ampleur de la sécheresse nécessite plus de moyens de la part de l'État et des collectivités :

- L'aide d'urgence à la trésorerie avec 16 millions € en Bretagne est largement insuffisante pour soulager les trésoreries des fermes d'autant qu'il est injuste d'avoir pour critère d'accès aux aides la seule notion de taux d'endettement
- L'État a la possibilité de réorienter les aides mal ciblées que sont les aides à l'achat d'engrais chimique provenant de l'étranger, l'aide au carburant non routier ou le dégrèvement de taxe foncière qui bénéficie aux plus grosses fermes sans cibler les difficultés liées à la sécheresse
- Les Collectivités et l'État peuvent faciliter l'organisation de la solidarité professionnelle en particulier pour la mobilisation des fourrages nécessaires aux troupeaux : transport, valorisation des espaces non agricoles de l'État et des collectivités, limitation des fourrages captés par les méthaniseurs
- Les pouvoirs publics ont la responsabilité de soutenir financièrement nos structures en première ligne sur le terrain pour accompagner collectivement et individuellement les paysannes et paysans

Les fermes engagées dans l'adaptation et la transition agroécologique méritent mieux. Nous attendons une réaction rapide et à la hauteur des pouvoirs publics.



De gauche à droite : Jean Peuzin (ERB), Jean-Michel Thébault (FRCIVAM), Jonathan Sablé (FRCIVAM), Julien Sauvée (FRAB), Goulven Le Troadec (Confédération paysanne), Martin Stecken (Confédération paysanne), Arnaud Clugery (ERB) suite à la conférence de presse du jeudi 8 octobre sur la ferme de Jonathan Sablé

Témoignage de Jonathan Sablé (Clayes – 35)

« Je ressens un sentiment d'abandon total de la part des pouvoirs publics »

« Je me suis installé il y a 4 ans en agriculture biologique sur 51 ha tout en herbe avec 45 vaches laitières normandes, en Hors Cadre Familial mais sur une ferme déjà en bio, car pour moi c'était impensable de manipuler des produits chimiques, au regard de toutes les maladies autour de moi. Au début, je livrais 200 000 litres de lait /an, mais déjà avec les sécheresses successives depuis 2022, je ne produis plus que 170 000 litres.

Canicule et sécheresse 2026, c'est le coup de grâce : normalement je faisais 300 bottes d'enrubannage et là j'en ai fait que 200, je suis déjà en train de distribuer les fourrages d'hiver. Au 31 décembre je n'aurai plus de fourrages pour nourrir mes vaches, et donc plus de production. J'ai acheté déjà 20 bottes au printemps, il faudrait que j'en rachète 80 (35 tonnes de fourrage), mais au prix actuel (près de 100 € la tonne), et c'est sans compter d'en trouver, je n'ai pas du tout la trésorerie nécessaire. Face à cette augmentation de charges, il y a aussi moins de rentrée d'argent vu que je produis moins 20% de lait/mois. Parti comme ça, je vais être à 150 000 litres, mon modèle économique tombe. J'ai déjà vendu 2 vaches sur 35 en lactation, si je continue à vendre des animaux et à décapitaliser par manque de nourriture pour mes vaches, je ne pourrai pas repartir au printemps prochain.

J'ai déposé un dossier de demande d'aides dans la cadre du fonds de réarmement agricole, mais je ne suis pas dans la zone prioritaire ; au mieux je vais avoir 4000 € [montant forfaitaire en Ille et Vilaine] car j'ai un fort taux d'endettement étant jeune installé, mais c'est largement insuffisant par rapport à l'effet ciseau que je subis. Vraisemblablement je vais aussi passer à côté de l'Indemnité de solidarité nationale pour les pertes de rendement des prairies puisque l'indicateur de suivi de la pousse de l'herbe par satellite est mal calibré.

Je ressens un abandon total de la part des pouvoirs publics. Mon système répond aux enjeux sociétaux, environnementaux, climatiques (plantation de haies, maintien des prairies, pas de pesticides, moindre consommation d'énergies fossiles,...), je participe à réduire les émissions de gaz à effet de serre...et l'Etat ne reconnaît pas toutes les vertus de mon système puisque le fléchage et les modalités du plan CASI va soutenir en priorité les gros consommateurs d'engrais, de GNR,...Je m'interroge sur mon modèle, d'intérêt public, mais pas soutenu du tout par l'Etat dans cette crise qui ne fait que commencer »*

**Canicule Adaptation Sécheresse Incendie*

Pour contacts :

- **Confédération paysanne Bretagne : Martin Stecken**, co-référent MAEC / 06.80.13.79.15
- **Eau et Rivières de Bretagne : Jean Peuzin**, référent agriculture / 06.13.63.29.55
- **FRAB : Julien Sauvée**, référent régional « Aides » / 06.13.99.42.97
- **FRCIVAM Bretagne : Fabrice Charles**, co-président / 06.07.60.98.42